

Petit-déjeuner débat du Cercle français de l'eau  
Paris – 30 janvier 2018

# **Eau, agriculture et changement climatique :**

## **statu quo ou anticipation ?**

Débat autour de Guillaume Benoit, du CGAAER  
(Conseil général de l'alimentation,  
de l'agriculture et des espaces ruraux)

## SOMMAIRE

<b>Débat autour de Guillaume Benoit, du CGAAER .....</b>	<b>3</b>
<b>Échanges avec la salle .....</b>	<b>14</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>23</b>

## Débat autour de Guillaume Benoit, du CGAAER

### Guillaume Benoit

*Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, CGAAER*

(... Introduction et début de la première partie)

L'équation la plus importante de la vie est l'équation de la photosynthèse. Ce schéma sur le 4/1000 dit que si l'on active mieux la photosynthèse, si l'on a des sols vivants, en bon état écologique, qui fonctionnent bien, c'est très important pour la sécurité alimentaire, parce que pour que l'agriculture soit en bonne santé, il faut que les sols soient en bonne santé. Mais c'est aussi important pour l'atténuation du climat, parce que si vous captez plus de carbone dans l'atmosphère pour le mettre dans les sols et dans les produits bio-sourcés qui, ensuite, peuvent remplacer des produits faits à base de pétrole, de gaz, de ciment ou de tout ce que vous voulez, vous servez le climat. 4/1000 permettrait de compenser, pendant quelques années ou décennies, l'ensemble des émissions anthropiques de gaz à effet de serre. Cela, ce n'est pas possible sans eau, parce qu'un sol qui n'a pas d'eau est un sol qui ne fonctionne pas. L'enjeu du sol est donc très important. On ne peut pas penser ces questions d'eau et d'agriculture sans regarder l'aspect sols. Il faut une certaine humidité dans les sols pour que les sols soient vivants, gardent leur biodiversité et remplissent toutes les fonctions, dont notamment l'apport d'eau aux plantes.

Au niveau international, je rappelle que nous avons une grande différence de situations. À l'échelle globale, on ne manque pas d'eau. Le problème, c'est la mauvaise répartition géographique et dans le temps. En répartition géographique, il faut quand même se rappeler que nous sommes très bien pourvus par la nature. J'étais directeur du « plan bleu pour la Méditerranée » pendant huit ans et entre les deux rives de la Méditerranée, il n'y a pas photo : ce sont vraiment deux situations complètement différentes. Au sud, il y a très peu d'eau, elle est surexploitée en grande partie et au nord, nous n'utilisons que 13 % des ressources conventionnelles potentielles, l'essentiel pour l'énergie, et c'est l'eau qui revient directement aux rivières. Ce n'est donc pas du tout la même situation.

Je passe au point 2 : la France. Météo France qualifie notre territoire de territoire d'abondance hydrique, tout au moins en hiver, parce qu'en été, on sait bien qu'il y a des problèmes de quantité d'eau, et qu'il y a une carte des arrêtés de sécheresse. Mais en hiver, il y a beaucoup d'eau et aujourd'hui plus que jamais, on le voit. Mais cela peut être pire. Tout à l'heure, quelqu'un me disait que cela pourrait s'aggraver dans les jours qui viennent. Cette eau, c'est l'eau verte. Quand on raisonne en termes d'agriculture, il ne faut pas seulement regarder l'eau qui coule dans les rivières, mais aussi l'eau verte, l'eau qui imprègne les sols, qui permet de l'agriculture pluviale. Et quand on regarde l'ensemble des mobilisations de la ressource et la consommation, c'est-à-dire ce qui est évapotranspiré, on voit quand même que la France ne manque pas d'eau. L'irrigation représente moins de 2 % de l'ensemble de la ressource, en prélèvement, mais il est vrai que c'est surtout l'été, et l'été, c'est 70 %. L'agriculture est souvent montrée du doigt parce que c'est en été que l'eau fait défaut, dans certains bassins. Mais quand on regarde l'ensemble des usages, cela ne représente que 3 % des consommations. Nous sommes vraiment un pays qui a de la ressource, contrairement à ce que l'on dit souvent, et il faut un peu revenir à la mesure, quand on parle de l'eau, dans notre

comparaison internationale, parce que nous ne sommes quand même pas du tout dans la même situation. J'étais quatre ans conseiller du gouvernement du Maroc, et ce n'est pas du tout la même situation qu'au Maroc.

Sur le plan de l'économie, nous ne sommes pas en bonne situation. Nous avons perdu plus de 4 milliards, aujourd'hui. La France est aujourd'hui déficitaire en agroalimentaire, si l'on exclut les vins et spiritueux. Ce n'est quand même pas terrible. Nous avons perdu 8 milliards, si l'on exclut les vins et spiritueux. Pendant ce temps, l'Espagne a gagné 10 milliards et l'Italie, 4 milliards. Nous avons donc un gros problème de compétitivité de notre économie et notamment, dans l'agriculture. Nous avons aussi des coups de calamités agricoles qui sont très élevés et qui sont dus pour 55 % aux sécheresses, aujourd'hui. Ce sont surtout les éleveurs qui sont les plus vulnérables et les plus impactés.

S'agissant des eaux virtuelles, nous avons beau être un territoire d'abondance hydrique en hiver, nous sommes un importateur net important d'eau virtuelle et donc, nous contribuons, par nos importations, à assécher des territoires qui ont beaucoup moins d'eau que nous. Vous voyez cette carte de WWF. Ce sont surtout des territoires méditerranéens, Espagne, Maroc, Italie, Turquie, ce sont surtout des fruits et légumes, et c'est également le coton : nous importons beaucoup de coton d'Inde, d'Ouzbékistan, etc., et le coton, c'est beaucoup d'eau.

L'irrigation est très ancienne en France. Il y a des gravures sur le Mont Bégo qui montrent qu'il y a plus de 4 000 ans que l'on fait l'irrigation. C'est un élément de civilisation très ancien dans tous nos territoires méditerranéens. Elle a beaucoup reculé au sud et aujourd'hui, la principale région irriguée en France, et c'est une surprise pour beaucoup de Français, qui ne le savent pas, c'est la région Centre. C'est la nappe de Beauce. C'est quand même étonnant, en surface. Mais notre surface équipée est relativement modeste, inférieure à 10 %. Ce qui est étonnant, c'est qu'il y a des pays qui ne sont pas du tout méditerranéens, comme les Pays-Bas ou le Danemark, qui ont beaucoup de plus de surface équipée pour l'irrigation que nous. Vous voyez donc l'importance de l'eau en tant que facteur de compétitivité économique.

Il y a eu beaucoup de progrès en agriculture. Ce n'est pas assez dit. D'abord, il n'y a presque plus d'agriculture gravitaire. Nous sommes beaucoup passés sous pression et ce sont donc beaucoup d'économies d'eau qui se sont réalisées grâce à cette transition. En efficacité sur les grandes cultures, les chiffres de la recherche font état d'un gain de 30 % d'efficacité de productivité de l'eau depuis vingt ans, notamment grâce à la génétique, qui s'est améliorée, au pilotage de l'irrigation, pour une grande part, et à une très grande réduction des pertes. Il y a très peu de perte dans les réseaux, aujourd'hui. Beaucoup d'efforts ont donc été réalisés et il faut reconnaître aussi cette réalité.

L'irrigation est souvent critiquée, parfois même diabolisée. Elle est pourtant bien souvent un vecteur de développement durable. Nous n'avons pas assez de chiffres, mais nous en avons quand même quelques-uns, qui montrent son importance considérable pour l'emploi. C'est notamment vrai en Languedoc et en Provence ou dans les Hauts-de-France, où les chiffres sont de plus de 20 emplois/100 ha en emplois directs et indirects. Je ne parle pas des emplois induits. Mais vous voyez aussi sur ces cartes (diapositive 12) une évolution dans le temps, avant et après irrigation. L'irrigation est aussi, dans de nombreux territoires, un facteur de ce que l'on peut appeler agroécologie : elle crée de la diversité, de la qualité et de la résilience, évidemment, aux problèmes de climat, de l'autonomie

fourragère, également. Les évolutions constatées en France, c'est une stagnation de la surface irriguée depuis une quinzaine d'années, ce qui n'est pas le cas de certains nos voisins. Mais c'est en train de redémarrer, nous allons y revenir après, parce qu'aujourd'hui, avec le changement climatique, une très forte demande est en train d'émerger. Nous avons une grande différence avec l'Espagne, parce que l'Espagne, qui a moins d'eau que nous, en stocke infiniment plus. Elle a 50 % de capacité de stockage et nous, nous avons quelques pourcents. C'est une véritable différence de politiques de l'eau. Je ne dis pas que la politique espagnole est le bon exemple. Il faut voir cette réalité de différences, nous avons beau être tous les deux États membres de l'Union européenne. La priorité d'usage, c'est l'alimentation, en Espagne, donc l'eau potable et l'agriculture, et la vision politique, c'est le stockage, pour une grande part, afin d'assurer la durabilité énergétique, agroalimentaire et écologique. Ils font aussi beaucoup de soutien à l'étiage. Ils sont moins bons que nous en efficience : ils ont moins progressé. En France, nous avons une politique qui est aujourd'hui quand même très centrée sur les enjeux environnementaux. La priorité d'usage reste l'eau potable et dans les débats au sein des Sdage, ce que nos collègues ingénieurs généraux de bassin nous disent, c'est que l'on a beaucoup de difficultés avec le monde agricole. Il y a quand même une position qui est en train de changer, mais qui a été très forte jusqu'à ces dernières années, où le monde agricole disait : l'enjeu, c'est que nous avons besoin de l'eau l'hiver pour l'utiliser l'été, quand nous en avons besoin. Et nos collègues de l'environnement disaient : les Sdage ont pour objectif le bon état des eaux et non le développement agricole. Nous avons donc cette contradiction et donc, beaucoup de difficultés au niveau de la planification de l'eau entre les gens de l'agriculture et de l'environnement.

Je passe au changement climatique. Le fait majeur est que nous sommes un pays qui est en train de s'aridifier dans le sud, un pays devenu semi-aride, de se méditerranéiser dans toute sa partie intermédiaire. L'autre fait majeur est la variabilité climatique. Le problème du climat, ce ne sont pas tellement les pluies. Les pluies vont rester à peu près les mêmes : il y en aura moins l'été et un peu plus l'hiver. Le grand changement, c'est la température et c'est l'évapotranspiration. Je vais y revenir, parce que c'est le sujet clé.

Ce n'est pas nouveau, le changement est très important : nous avons une croissance de 200 mm de l'évapotranspiration, aussi bien dans le Midi que dans l'Ouest. À gauche, vous voyez le Poitou-Charentes. Quand la température augmente, les forêts, les plantes, les prairies, les cultures sont davantage en stress hydrique. Il y a plus de consommation d'eau. Cela produit un effet de ciseaux. Il y aura moins d'eau dans les rivières – on annonce des baisses très importantes de débits d'étiage dans toute la France : à Paris, cela pourrait être 40 %, cela peut dépasser 50 %. C'est un effet de la température et non des pluies. Et cet effet de température, c'est aussi l'augmentation des besoins des cultures, des plantes. Il y a donc un effet de ciseaux. C'est un énorme changement qui arrive sur la réalité de l'eau, aussi bien du côté de la demande que du côté de l'offre en étiage. En hiver, il risque d'y avoir plus d'eau et plus de problèmes d'inondation. Le résultat de l'augmentation de l'évapotranspiration, l'ETP, est que le bilan hydrique, qui est la pluie moins l'ETP, se dégrade. Vous le voyez sur le graphique de gauche (diapositive 15), à Orange, sur les sols. Le résultat est une demande d'irrigation qui augmente. La demande d'irrigation est liée à l'évolution du bilan hydrique. Nous avons donc un problème pour les cultures très importantes, notamment les blés, un problème de stagnation des rendements. Les deux tiers de la cause de stagnation du rendement du blé observée en France, c'est le changement climatique. Il y a aussi une fatigue des sols, dans certaines régions françaises. Il y a donc un problème de sol, dans certaines régions. Mais la raison principale est le changement

climatique. Vous le voyez à gauche, pour le blé dur (diapositive 16), avec et sans changement climatique, malgré le progrès génétique, qui se poursuit. C'est donc tout de même un changement historique sans précédent au XX<sup>e</sup> siècle. Au niveau mondial, on pense aujourd'hui qu'il n'y a pas de problème alimentaire, mais à l'échelle du siècle, c'est faux. On peut avoir une histoire qui redevient tragique à cause de ces questions.

La diapositive 17 représente un graphe de Climator. Le problème, ce sont donc les sols. Ce sont les sécheresses agricoles. Les sécheresses, ce n'est pas un phénomène seulement hydrologique ou météorologique : ce sont aussi des sécheresses des sols et agricoles, des sécheresses édaphiques. Le grand problème, ce sont ces sécheresses des sols et ceci, en rétrospective prospective, on voit que l'on voit vers une aggravation très rapide de nos problèmes de sol, de cette sécheresse des sols. Un rapport de prospective important de Météo France, qui s'appelle « Climsec », annonce des sécheresses agricoles extrêmes sur tout le territoire national, y compris dans les zones non méditerranéennes, à l'horizon de 2080. Tout cela est une perte relative d'aptitude aux cultures en sec, ce que dit aussi le rapport « Europe » du GIEC, selon lequel les trois grands sujets d'adaptation, ce sont l'eau et l'agriculture, avec les problèmes de perte et de sécheresse des sols, l'inondation et la mal-urbanisation et enfin, les canicules, avec leurs effets sur la santé et la productivité. C'est donc un sujet important, y compris chez nous, même si chez nous, nous sommes tout de même très privilégiés par la nature.

Troisième partie, les scénarios. Il y a eu des scénarios qui ont été faits par nos collègues du ministère de l'Écologie. Vous connaissez tous Explore 2070, vous qui êtes des gens de l'eau. Nous avons été frappés par le fait qu'il n'y ait aucun scénario avec stockage et que l'agriculture était la seule variable d'ajustement des scénarios, avec l'étalement urbain. L'une des conclusions d'Explore 2070 est que même si l'on sacrifiait l'agriculture irriguée, nous aurions des milieux aquatiques sous forte pression dans tous les cas. Le scénario Garonne 2050, réalisé par l'Agence de l'eau Adour – Garonne, a une prospective très intéressante. Le Sud-Ouest est l'une des zones qui va connaître le plus de sécheresse hydrologique, où l'on a l'une des plus fortes baisses de débits d'étiage, les étiages les plus sévères. Le déficit, qui est de 200 millions de mètres cubes, pourrait passer à un milliard de mètres cubes en 2050. C'est considérable. Garonne 2050 considère que le scénario moins inacceptable est un scénario où l'on combinerait une certaine baisse des DOE (débits d'objectifs d'étiage), limitée à 25 %, d'après ceux qui ont fait les études, avec une mobilisation des réserves hydroélectriques et la construction de nouveaux stockages et évidemment, l'efficacité. Ils sont arrivés à la même conclusion que nous, puisque je suis aussi président du groupe sécurité alimentaire du Partenariat français pour l'eau. C'est un sujet que nous avons beaucoup travaillé au niveau international. L'idée principale est qu'il ne faut pas opposer les leviers, qu'il faut sortir des silos : chacun doit progresser ensemble et il faut arrêter de raisonner de façon séparée. Il faut faire du développement durable et surtout, ne pas opposer les solutions. Le petit graphe, à droite (diapositive 18) vient de l'Agence de l'eau, qui préconise de faire à la fois du stockage, de la gouvernance et de l'efficacité.

On a une idée des besoins en eau agricole à satisfaire à l'horizon de 2050, 2070. Il y a plusieurs prospectives. Il y a d'abord des économies encore possibles et non négligeables, notamment, je l'ai vu avec la recherche, grâce à des progrès en génétique qui restent tout à fait possibles dans les grandes cultures. Il y a évidemment des stratégies d'esquive. On peut faire évoluer les systèmes de production. Il y a quand même des besoins très importants et qui s'accroissent. Pour ce qui est déjà irrigué, l'avis

de la recherche scientifique, INRA, ANR, Climator – c'est un travail très sérieux –, il faudra augmenter de 20 à 25 % les apports en eau. Mais le grand problème, ce qui est pluvial et qui va devoir passer à une irrigation d'appoint pour continuer à exister. Là, les chiffres vont de +100 % à + 300 %, selon les scénarios, selon ce qu'a fait Explore 2070 et une université allemande environnementale, qui a chiffré à + 300 % entre un scénario « durabilité » et un scénario « économie d'abord ». En tout cas, nous allons vers un grand changement historique sur ces questions.

Je passe maintenant aux scénarios du CGAAER. Je ne présenterai pas les six cas, ce serait trop long. J'en présenterai deux ou trois. Je commencerai par le Languedoc. En Languedoc, ce qui frappe le plus, c'est que l'on a à la fois un problème agricole : on perd beaucoup de surfaces agricoles utiles, et quand on perd de la surface agricole utile, soit c'est de l'étalement urbain, ce qui signifie que l'on « artificialise » les sols et que l'on accentue les problèmes de vulnérabilité et d'aléas d'inondation, soit, c'est de la friche. Le seul département de l'Hérault a tout de même perdu 30 000 ha en trente ans, et l'on perd 1 700 ha/an en surfaces irrigables équipées sur toute Méditerranée française. L'autre sujet très important, ce sont les inondations, puisque le département de l'Hérault a connu quatre inondations majeures en peu de temps, avec des coûts très élevés. Le troisième grand changement, c'est que la zone, comme je le disais précédemment, est devenue semi-aride. À Montpellier, on n'est plus dans du Méditerranéen subhumide, mais dans du climat semi-aride. L'été, on a gagné 2,3 °C. Il y a des choses incroyables. Il y a quinze ans, personne n'aurait pu imaginer que la vigne aurait besoin d'irrigation. Aujourd'hui, même les oliviers sont bien contents d'avoir de l'eau. La présidente de la chambre d'agriculture de la Drôme me disait que 800 ha de lavande étaient ratatinés par la sécheresse. C'est tout de même incroyable. Ceci n'a pas été anticipé, surtout devant cette réalité, avec des problèmes de perte de qualité. Les vins perdent leur qualité à cause d'un degré alcoolique beaucoup trop élevé. Des problèmes de maladies surviennent également. Dans le Midi, il y a une prise de conscience. Une étude a été effectuée par l'ancienne Région Languedoc-Roussillon, qui a montré qu'il fallait satisfaire un besoin à la fois pour le soutien d'étiage et les milieux aquatiques, pour l'eau potable et pour l'irrigation. Ils avaient tout à fait sous-estimé les besoins en irrigation et aujourd'hui, on les mesure. Le transfert AquaDomitia est en cours de réalisation, mais, il ne permettra de sauver que 10 000 ha de vignes, ce qui n'est qu'une petite partie du vignoble languedocien. Dans un scénario statu quo 2050, que si l'on ne faisait rien de plus – mais ce n'est évidemment pas ce scénario qui va se réaliser, parce que les gens se mobilisent pour agir –, en tout cas, si l'on ne faisait rien de plus, on pourrait perdre 50 % du vignoble, parce que seule une partie restera pluviale, là où il y a de bons sols et des vins de bonne qualité. Même avec les cépages traditionnels, mais ils sont moins recherchés par le marché, on aurait des impacts très lourds en emplois, mais également en risques parce que comme nous l'avons dit tout à l'heure, on ferait de l'étalement urbain et de la friche. C'est automatiquement ce qui se passe, quand l'agriculture recule. Il y aurait donc plus de risques de feux et plus de risques d'inondations, plus de gaz à effet de serre, parce que faire de l'étalement urbain est le meilleur moyen d'émettre des gaz à effet de serre. Ce scénario ne va pas se réaliser. Des scénarios alternatifs sont en recherche. C'est le premier sujet du département de l'Hérault, aujourd'hui, qui vient de lancer une étude sur un schéma départemental d'irrigation. Tous les besoins du département sont en train d'être recensés. La nouvelle région Occitanie a lancé une grande étude régionale également pour évaluer les besoins. Pour ma part, je pense que c'est une région très privilégiée parce qu'il y a des montagnes : les Cévennes, les Pyrénées, et qu'il y a de l'eau. Il y a de l'eau dans le Rhône : AquaDomitia ne mobilisera que 1 % du débit d'étiage. Je pense que cela a été sous-dimensionné. Et il y a de l'eau dans les rivières, l'Hérault et les autres rivières littorales. Actuellement, sur l'Hérault, l'ensemble des consommations ne

représente que 2 % de la ressource de la lame d'eau annuelle. Les barrages du Salagou peuvent être aussi être mobilisés. Je pense donc qu'ils vont trouver des solutions. On peut être beaucoup plus inquiet pour les régions intermédiaires qui n'ont pas été équipées historiquement et qui n'ont pas encore la culture méditerranéenne, contrairement aux précédentes, qui ont la culture de l'eau méditerranéenne depuis toujours.

Quelle est notre responsabilité ? Que voulons-nous ? L'enjeu, ce sont des projets de société. Ces questions doivent être prises comme des questions de projet de société. Que voulons-nous comme territoires, demain ? Que voulons-nous comme alimentation ? Que voulons-nous comme agriculture ? On voit bien que les schémas, les solutions peuvent être très contrastés selon la manière dont on va gérer l'eau et l'agriculture, entre irrigation et pas d'irrigation... Nous pourrions faire du dry-farming, mais nous perdrons l'essentiel des emplois agricoles, et cela poserait problème. Les chercheurs peuvent l'expliquer. On pourrait aussi abandonner l'agriculture et nous retrouver, comme sur la photo du bas (diapositive 22) avec des friches et même, des problèmes de feux. La question est la suivante : que veut-on comme projet de société ? Ce sont des enjeux sociaux, puisqu'il y a beaucoup d'emplois qui seraient perdus dans l'agriculture, surtout dans ces régions. Ce sont des enjeux économiques, ce sont aussi des enjeux environnementaux, qui ne concernent pas uniquement les milieux aquatiques, mais qui doivent être pris dans leur vision systémique. On voit bien qu'il faut intégrer la notion des risques – feux, inondations –, la notion des gaz à effet de serre... Il faut regarder l'environnement dans une vision plus globale. La diapositive 23 propose un petit graphe pour montrer que dans le monde, l'irrigation de la vigne est très importante. Tous les pays concurrents neufs irriguent la vigne à 90 %. Nous sommes à 4 % aujourd'hui.

Je passe rapidement sur le bassin de la Boutonne. C'est un cas très différent, dans l'Ouest, en Charente, dans les Deux-Sèvres. Il s'agit d'un bassin très rural où il y a très peu d'eau. Il n'y a pas de montagne. C'est un petit bassin versant, assez plat. C'est une évolution agricole que les Français regrettent. On a une tendance à la céréalisation, à l'agrandissement des exploitations, on a une baisse de surfaces toujours en herbe. C'est une évolution qui n'est pas celle que beaucoup souhaiteraient pour notre agriculture. Nous avons un sérieux problème d'eau, parce qu'il y a très peu d'eau, qu'il n'y a pas de stockage et qu'il y a eu l'évolution de l'irrigation. Le résultat de ces trois éléments est qu'il y a des assecs répétés et que par conséquent, les milieux aquatiques ne sont pas en bonne situation. Sur ce territoire, il y a une très forte gouvernance de l'eau. Les collectivités départementales et le monde agricole ont beaucoup travaillé pour améliorer la gouvernance de l'eau. Tout le monde est groupé et il y a des maîtres d'ouvrage. C'est le premier projet de territoire qui a été adopté en France. Le coût est de 41 M€. Il y a des retenues de substitution ainsi qu'une évolution des systèmes de production, avec le passage d'une part du maïs vers le sorgho, la restauration du bocage, mais c'est un projet qui reste contesté par les associations de protection de la nature et qui risque de ne pas se faire. Cela traîne depuis vingt ans et c'est toujours en recours. Pour l'instant, c'est donc toujours bloqué, parce que pour ces associations, le projet vient conforter un modèle agricole intensif, accusé d'entraîner pollutions et désertification rurale. Lorsque mes deux collègues ont mené l'étude, ils ont tout de même constaté que l'irrigation concernait moins de 20 % des exploitations et que cela permettait plutôt le maintien d'une diversité de petites structures. En effet, il y a 40 petites exploitations céréalières, 67 éleveurs bovins et une coopérative bio. Et il n'existe pas de « plan B ». Dans notre rapport, nos collègues ont élaboré trois scénarios contrastés. Le « statu quo », c'est l'échec du projet de territoire : pas de stockage, donc les volumes prélevables doivent être réduits de 63 %. La



conséquence est qu'à terme, on perd toute l'agriculture irriguée, soit une perte de chiffre d'affaires de 12 M€, une perte de 10 % d'excédent brut d'exploitation. Les assecs disparaissent à court terme, mais avec le changement climatique, ils reviennent à long terme, avant 2050. Cela confirme ce que disait l'étude Explore 2070. Dans le scénario « projet de territoire », on stocke 3 % l'écoulement. On sauve l'agriculture irriguée, mais les assecs reviennent parce que l'on n'a pas intégré le changement climatique. Mes collègues ont donc dit qu'il faudrait peut-être étudier un scénario à 4 %, qui permettrait à la fois de maintenir les avantages de l'irrigation et d'éviter les assecs. 4 %... Je rappelle qu'en Espagne, sur l'Èbre, ce sont 50 % et qu'au Maroc, sous l'Oum Errabiâ, où j'ai travaillé, ce sont 200 % de capacités de stockage, et que notre climat va devenir espagnol. Cela ne veut pas dire qu'il faut faire 50 % en France : nous ne sommes pas du tout dans ces chiffres-là, mais c'est pour relativiser les choses.

Je traiterai les Hauts-de-France pour terminer. Dans les Hauts-de-France, c'est de l'irrigation entièrement sous contrats industriels. Il s'agit de pommes de terre et de légumes. Il y a 55 000 ha irrigués. C'est une zone où il y a beaucoup de chômage. Or cette irrigation crée beaucoup d'emplois. Elle n'est possible que si vous avez la garantie d'accès à l'eau. C'est-à-dire que l'industriel ne contracte avec vous que s'il y a garantie d'accès à l'eau. Le chiffre d'affaires est très élevé en agriculture et en agroalimentaire. Le scénario « statu quo », c'est-à-dire ni retenues, ni transferts et maintien des DOE tels qu'ils sont, amènerait une perte de 500 emplois par ans. Mes collègues qui ont réalisé l'étude ont imaginé deux autres scénarios. Le premier scénario serait celui de l'offre et de l'efficacité, où l'on pourrait gagner 200 emplois par an. Le deuxième scénario, plus ambitieux, irait plus loin dans le lien entre agriculture et élevage et dans la bio-économie, avec par exemple des cultures intermédiaires pièges à nitrates ou à vocation énergétique, avec des paiements pour services environnementaux. Avec ce scénario, on pourrait aller jusqu'à 500 emplois par an de plus. Nous, nous ne disons pas ce qu'il faut faire. Nous disons simplement qu'il y a des enjeux d'emplois importants derrière toutes ces questions. La ressource est telle qu'elle est. Mes collègues ont pensé que ces scénarios étaient possibles. C'est à discuter, mais il appartient aux territoires d'en discuter. Il faut néanmoins réfléchir, avant de prendre des décisions, aux impacts qui peuvent en découler, y compris en termes d'économie et d'emplois.

Je ne m'attarderai pas sur la Lozère. C'est sans doute le cas le plus difficile, parce que ce sont les éleveurs qui sont les plus menacés. La Drôme, elle, est un merveilleux territoire rural qui lui aussi, est en voie de méditerranéisation et d'aridification, mais qui a de l'eau et qui doit sans doute pouvoir trouver des solutions. Pour la nappe de Beauce, qui est la première région irriguée de France, c'est compliqué. On ne peut pas tellement y faire de stockage : les possibilités sont très limitées. On peut faire de la réutilisation des eaux, parce qu'il y a quand même de l'industrie et que l'on pourrait mieux utiliser ces eaux. On pourrait peut-être faire de la recharge de nappe et l'on pourrait aussi négocier un compromis entre la baisse des DOE et le maintien de l'irrigation. Là aussi, il faut peser les différents éléments pour savoir ce qui serait d'intérêt général. C'est un vrai sujet.

En synthèse, pour les systèmes de production, si l'on ne change pas au niveau de l'agriculture et de la gestion de l'eau, on aura une aggravation de ce que l'on connaît. On aura un fort recul de l'herbe et de l'élevage. C'est très embêtant d'avoir un recul de l'herbe, parce que l'herbe rend beaucoup de services environnementaux. On aura un fort recul des fruits et légumes, une simplification, une céréalisation et tout cela aura des conséquences lourdes en termes d'emplois, mais également en termes

d'environnement, directes et indirectes, parce que si nous réduisons encore notre production de façon très sensible, cela veut dire que ce sont des masses d'eau d'autres pays qui en pâtiront à notre place, et des pays qui ont moins d'eau que nous, comme nous l'avons vu tout à l'heure sur la carte. Sans compter les gaz à effet de serre, etc.

S'agissant des leviers des scénarios d'anticipation, c'est simple : il faut agir à la fois sur les différents leviers. Il ne faut pas opposer les solutions. C'est toujours agir sur l'offre et la demande, c'est aussi mieux valoriser les produits. Dans la demande, c'est d'abord l'efficacité de l'irrigation, l'adaptation des systèmes de culture, quand c'est possible, ce qui n'est pas toujours le cas, et sans doute également la réévaluation des DOE. Dans certaines régions, c'est indispensable, en fonction de la nouvelle hydrologie. Les niveaux d'étiage vont baisser de 50 % et il faut sans doute réévaluer les DOE.

Le rapport se termine par des questions en débat et des recommandations. Nous avons retenu six questions en débat – nous aurions pu en prendre plus –, qui sont six questions très importantes. Je vous invite à lire le rapport, parce que cela demande un peu d'y réfléchir.

La première est la suivante : « alimentation : service marchand ou bien public ? » Nous rappelons à cet égard qu'il y a tout de même des enjeux de souveraineté alimentaire. Aujourd'hui, l'Europe importe 10 % de son alimentation en calories, le Maghreb, 50 % et l'Afrique subsaharienne, 15 %. Si l'histoire devient tragique, c'est un problème. Les EGA, les États généraux de l'alimentation, qui viennent de se tenir, ont repris la position qui est celle des ONG, qui disent que l'on a besoin de souveraineté alimentaire. En tout cas, il ne faut pas opposer consommateurs et producteurs. C'est un sujet sur lequel il faut remettre les gens ensemble.

Ensuite, sur l'irrigation pluviale, il y a une très grande diversité de situations. C'est développé dans le rapport. Le pluvial va rester important en France. Irriguer, ce n'est pas la panacée, et nous ne pourrions pas faire du tout-irriguer. C'est impossible. Mais dans la zone sud du Midi, il ne restera pas grand-chose qui ne sera pas irrigué, il faut bien le savoir. Dans les zones intermédiaires, il y aura besoin d'un peu d'irrigation d'appoint pour sauver les systèmes pluviaux. Il ne s'agit pas de 4 000 m<sup>3</sup>/ha. Sur la Beauce, on utilise 50 à 70 mm deux ans sur cinq. C'est une assurance récolte et une assurance de qualité du blé. Ce sont ces enjeux qui sont concernés.

La troisième question est très importante : quelle est notre vision de l'écologie et de l'agriculture au regard des services écosystémiques ? Encore une fois, on ne peut pas penser des masses en bon état sans s'interroger sur notre responsabilité indirecte sur d'autres masses d'eau. Il faut voir l'environnement dans sa réalité complexe. Nous pensons qu'il est important de revenir à une vision des services écosystémiques qui est celle du Millenium Ecosystems Assessment, qui est le grand rapport mondial sur le sujet, qui n'oppose pas les milieux dits naturels et les milieux agricoles. Des agroécosystèmes produisent des services écosystémiques, comme les milieux aquatiques, et il faut penser ces questions de services écosystémiques rendus d'une façon globale. Ces services incluent la production alimentaire, mais aussi le stockage de carbone, les services récréatifs, les emplois, etc. Ensuite, nous discutons du stockage de l'eau et de la continuité écologique, vous le verrez dans le rapport.

Quant au financement du stockage, cela dépend de la taille du stockage, mais de grandes retenues multi-usages sont préférables à une multitude de petites retenues individuelles. Les grandes retenues, c'est l'aménagement du territoire et pour cela, il faut des investissements, qui ne sont évidemment pas uniquement le fait des agriculteurs. La question est de savoir si les filières peuvent contribuer. Le problème est qu'il faudrait faire payer aux consommateurs le vrai prix de l'alimentation, ce qui n'est pas du tout le cas. Mais elles pourraient contribuer dans certains cas. J'étais récemment à Aix-en-Provence, où les viticulteurs du Var me disaient qu'ils étaient prêts à apporter une contribution. Mais il y a aussi forcément l'enjeu de mobiliser les contribuables. C'est donc également l'évolution de la PAC et de la politique européenne et nationale.

S'agissant des recommandations, nous en avons sept, puisque notre vice-président nous a interdit d'en faire plus de sept. Il a raison...

Notre première recommandation est de renouer un dialogue interministériel sur cette question pour un scénario à double gain, c'est-à-dire un gain en termes d'environnement, mais d'environnement au sens large : pas seulement les milieux aquatiques, mais l'environnement au sens large, comprenant l'agriculture et l'alimentation, l'emploi.

Nous recommandons ensuite un débat sociétal au niveau régional, local et national. Cela nous paraît fondamental. Et à notre avis, le débat société ne doit pas se limiter dans les comités de bassin, où il y a souvent des problèmes de postures, de conflits, surtout dans le sud. Mais c'est un enjeu de territoire, notre affaire, un enjeu d'aménagement du territoire et de développement économique, de durabilité au sens large. Il nous paraît donc essentiel qu'il y ait des dialogues sociétaux dans les territoires, au niveau local et régional, en lien avec la prospective, et que cela remonte au niveau national.

Derrière, il y a un enjeu qui me semble absolument nécessaire : qu'il y ait une évolution des lois et politiques de type développement durable, aussi bien du côté de l'agriculture, qui doit faire plus sur la demande – c'est l'agroécologie, l'efficacité, où l'on peut encore faire plus –, mais du côté de l'eau, où l'on ne peut pas en rester à une vision seulement environnementale de type « pressions, état, réponses ». Il faut également avoir pour objectif une vision de type développement durable : besoins, ressources, biens et services rendus. Cela n'empêche pas de maintenir une approche « pressions, état, réponse ». Pour les milieux aquatiques, c'est évidemment important, et si l'on fait l'offre, c'est aussi pour les milieux aquatiques. Ce n'est pas uniquement pour l'agriculture. Il faut le voir d'une façon globale.

Ensuite, il faut passer du dialogue à la stratégie et à l'action. Pour la stratégie, il me semble que c'est vraiment au niveau régional que les stratégies d'adaptation devraient être faites, parce que dans chaque région, c'est tout de même très différent. Nous l'avons vu à travers nos exemples. Et surtout, passer à l'action, c'est-à-dire faire des projets territoriaux d'agriculture durable dans les territoires. C'est au niveau des territoires que l'on peut vraiment trouver un accord. Plus l'on est proche du local et plus les postures s'effondrent, parce que c'est l'intérêt du territoire qui l'emporte. Notre rapport est assez girondin dans l'esprit...

La cinquième recommandation est de mobiliser la recherche et le développement. Il paraît vraiment important, pour aider aux choix et au débat sociétal, que l'on puisse peser les enjeux sociaux,

économiques et environnementaux ensemble, et chiffrer d'une façon aussi sérieuse que possible les économies encore possibles et les besoins.

Communiquer et former les jeunes est également un grand enjeu. Nous, nous pouvons le faire, en matière d'agriculture, par les lycées agricoles, mais il faut le faire de façon beaucoup plus générale.

Enfin, notre dernière recommandation est celle d'une vision européenne et interrégionale, parce que nous avons des enjeux de grande géopolitique : il s'agit d'un enjeu géopolitique premier. Nous proposons donc qu'il y ait une mission conjointe entre l'écologie, l'agriculture, la défense et les affaires étrangères sur cette question au niveau international pour aider à une vision partagée.

Pour terminer ma présentation, j'ai mis quelques citations pour vous remercier de votre attention. Celle de Serge Antoine, que tout le monde connaît, qui a été le créateur du « plan bleu ». J'ai travaillé huit ans avec lui et c'était mon maître à penser. Il a aussi été initiateur du ministère de l'Environnement. Il écrit : « Disons simplement qu'il faut éviter de prolonger la simple approche environnementale et qu'il est nécessaire de s'alimenter de manière systémique aux sources de l'économie, de la culture, du social en même temps que de l'écologie ». Loïc Fauchon, que vous connaissez aussi, qui est un homme de la ville, un Méditerranéen, dit : « L'axiome de la Méditerranée pour les cinquante ans à venir, c'est abreuver les terres et protéger la mer. C'est indissociable ». Mon père est de Montpellier, j'ai une certaine sensibilité méditerranéenne et je pense que les Méditerranéens comprennent tout cela. Quant à Bruno Latour, c'est une citation qui est reprise par l'Agence de l'eau Adour – Garonne dans son petit film sur le changement climatique, et qui dit : « Si vous savez et ne faites rien, alors vous ne savez pas ». Pour nos collègues de l'Agence de l'eau, c'est le message le plus important.

Je vous remercie de votre attention.

### **Sophie Auconie**

*Députée, présidente du Cercle français de l'eau et gouverneure au Conseil mondial de l'eau*

C'est là que l'on mesure finalement que les assises de l'eau vont représenter un moment essentiel pour le monde de l'eau. Nous mesurons combien l'anticipation, dans un certain nombre de domaines, est essentielle, et qu'il est question d'aménagement du territoire, notamment, mais aussi d'un certain nombre d'économies : l'économie agricole, l'autosuffisance alimentaire... C'est aussi une priorité européenne que l'autosuffisance alimentaire, et nous mesurons aujourd'hui combien la France recule sur la thématique de l'agriculture. J'ai noté que vous avez exprimé à plusieurs reprises, Guillaume, combien il ne fallait pas opposer, mais plutôt dialoguer et aller dans le sens des échanges pour éviter les conflits d'usages et devenir efficaces. Vous parlez aussi souvent d'efficacité dans la gouvernance, dans les économies d'eau et dans la façon dont nous allons organiser nos territoires de façon régionale. Effectivement, aucune de nos régions n'a les mêmes problématiques et c'est quelque chose qu'il faut que nous regardions.

### **Pierre Victoria**

*Délégué général du Cercle français de l'eau*

Juste un petit mot avant de lancer le débat, d'abord, pour remercier Guillaume et lui dire que nous sommes très contents, depuis plusieurs années, à la fois à travers le partenariat français pour l'eau et à travers le travail que nous avons fait à l'occasion de notre colloque sur le thème « eau et alimentation », d'avoir, je pense, fait bouger les lignes, en tout cas de la compréhension, entre le milieu de l'eau et le monde agricole. Merci, donc, pour le travail que nous faisons, et que nous continuerons à faire.

Cela dit, et Guillaume a tout à fait raison, la question est profondément celle de la question sociétale ou de la question de l'acceptabilité, aujourd'hui, par l'opinion publique, d'un certain nombre de choses. Dans la communauté de l'eau, longtemps, on a critiqué le monde agricole, moins sur les problèmes quantitatifs, ne nous trompons pas de débat, que sur les problèmes qualitatifs et notamment, sur les questions des pollutions d'origine diffuse, qui restent un vrai problème et sur lesquelles la communauté de l'eau a toujours été à la fois inquiète et souvent, sans solution réelle, d'ailleurs, du fait même de la nature diffuse de ces pollutions. C'est-à-dire qu'autant l'on a su régler les pollutions qui n'étaient pas diffusées, autant traiter les pollutions diffuses reste complexe. Il reste donc là un sujet qu'il ne faut pas confondre avec le problème de la quantité. Je le redis parce que vu de la communauté de l'eau et des gens que nous rencontrons, nous, je pense qu'il ne faut pas non plus que le monde agricole ait l'impression d'être stigmatisé sur l'ensemble des sujets qui se posent dans ce rapport avec l'eau. Je le dis, même si nous avons bien vu, au moment de notre colloque, parce qu'hélas – mais c'est ainsi –, cela s'est passé juste après l'affaire de Sivens, qu'il y a une crispation extrêmement forte sur la question de la légitimité du stockage qui s'est faite, alors que le rapport Martin, nous l'avons souvent dit, et Sophie se souvient du débat que nous avons eu entre autres avec le président de la FNSEA de l'époque sur le soutien que nous apportions à la démarche du rapport Martin, nous semblait ouvrir des portes intelligentes sur les mêmes sujets et d'une certaine façon, sur les mêmes préconisations que celles que tu viens d'énoncer.

J'ai tout de même deux questions sur ce que nous avons senti sur le dernier colloque sur le thème « eau et agriculture ». La première a trait aux besoins alimentaires mondiaux, et je vois d'ailleurs que tu n'as pas dit ce que l'on entend partout dans les médias, c'est-à-dire qu'il faut multiplier par je ne sais plus combien la production agricole pour répondre aux besoins alimentaires mondiaux, parce que cela occulte aussi la question du gaspillage, qui n'est pas que du gaspillage individuel, qui est aussi l'absence de filières fiables entre les lieux de production et de consommation, mais qui est tout de même un vrai sujet. On ne peut pas non plus être dans une logique exponentielle de production agricole si l'on ne remet pas en cause les questions de gaspillage tout au long de la filière, de la même façon que dans le domaine de l'eau, on ne peut pas faire des stations de traitement d'eau potable quand on a 60 ou 70 % de taux de rendement de réseau ou d'eaux traitées qui n'arrivent jamais jusqu'au destinataire. La question de la sobriété et la question de l'efficacité, qui sont au cœur des problématiques de développement durable, doivent aussi interpeller le monde agricole. La deuxième question est celle de la territorialisation de ces problématiques, ce que tu as bien souligné dans ton rapport. Région ou territoire, d'ailleurs, il faudra voir, parce que la région, cela peut être une politique, mais souvent, les questions d'eau se posent à des niveaux beaucoup plus infra, puisque l'on peut avoir de l'eau à un endroit et ne pas en avoir à 30 km. C'est d'ailleurs tout le problème de l'acceptabilité sociale : comprendre pourquoi l'on arrose certains endroits et à quels moments l'on n'arrose pas... C'est donc vraiment au niveau local qu'il faut retrouver les conditions du dialogue sur le plan territorial entre les différents acteurs.

Nous allons donner tout de suite la parole à la salle. Cela permettra de répondre plus globalement.

## Échanges avec la salle

### **Louis Hubert**

*Membre permanent de l'Autorité environnementale et membre permanent du CGEDD, Commissariat de la transition écologique et solidaire*

Merci pour cet exposé très clair, très mesuré, qui me donne une vision un peu différente du rapport, que j'ai lu à l'époque où j'étais encore à l'Agence de l'eau Seine – Normandie. Je salue la qualité de l'annexe de ce rapport, qui est l'état de l'art dans le domaine de l'irrigation, qui est vraiment remarquable, je le dis comme je le pense, mais qui a sans doute un peu trop inspiré le contenu du rapport lui-même, qui fait de l'irrigation la solution, l'anticipation par rapport à une solution critique. Cela m'a surpris par rapport aux prévisions et perspectives. Nous avons eu des débats très approfondis au comité de bassin Seine – Normandie pour essayer de trouver des solutions. Les stratégies de chacun des acteurs pouvaient être contradictoires. Le président Dauger est là. Il a participé à ces débats et peut attester du fait que cette stratégie a été adoptée à l'unanimité parce qu'elle avait été travaillée et qu'elle était le fruit de propositions de tous les acteurs, tous, en dehors du domaine de l'eau, bien évidemment, entre autres, mais également raisonnée à la bonne échelle territoriale. Le préfet de bassin, Jean-François Carencu, nous avait demandé d'établir, en réponse aux crues de mai 2016, tout un travail sur l'hydrologie du bassin, qui a montré, là aussi, tout un panel de solutions pour se prémunir à la fois des inondations importantes et des épisodes de sécheresse. Ma réaction, à l'époque, à la lecture du rapport, avait été de me dire : pourquoi prôner l'irrigation comme la solution ?, même si votre exposé et vos conclusions montrent que ce n'est pas tout à fait l'esprit dans lequel vous voyez les choses. Quand on sait que l'agriculture, en France, porte la responsabilité de 20 % des émissions de gaz à effet de serre et 13 % à l'échelle mondiale, nous avons un système agricole qui contribue plus que partout ailleurs aux émissions de gaz à effet de serre. Quand on voit la qualité du rapport de 2015, dont la contribution du ministère de l'Agriculture à la préparation de la COP 21, nous n'avions pas le sentiment, dans ce rapport, que l'irrigation était la solution première pour participer à l'atténuation. J'ai donc tendance à dire personnellement que les agriculteurs sont les premières victimes du réchauffement climatique. Ils doivent en être porteurs de la solution. Face à l'urgence de mesures d'adaptation, il faut agir. Mais ces mesures d'adaptation doivent être des mesures sans regret, qui participent si possible à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.

Voilà ce que je voulais dire par rapport à l'analyse première que j'ai faite quand j'étais à l'Agence de l'eau. Aujourd'hui, je suis au CGEDD, avec la chance de participer à une mission de conciliation pour voir dans quelles conditions les projets de territoire auxquels vous avez fait allusion peuvent être mis en œuvre. Pour ceux qui ne connaissent pas, c'est une instruction gouvernementale, mais en fait, de la ministre de l'Écologie, qui visait à replacer les projets de création de réserves dans un contexte plus large, à la fois territorial et multi-usages. Quand vous dites que le projet de la Boutonne, depuis quarante ans, a été validé en tant que projet de territoire, je ne pense pas qu'à l'origine, c'était un projet de territoire. Mais peu à peu, les acteurs se le sont approprié. Notre mission consiste à voir comment cette instruction de 2015 est diversement mise en œuvre, voire quels en sont les freins, etc. Je n'en parlerai pas plus. J'ai un collègue de cette mission qui est présent dans la salle. C'est une

mission tout à fait originale, puisqu'il y a un membre du CGAAER, un membre du CGEDD, une vice-présidente de France nature environnement et un vice-président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture. C'est une mission de conciliation qui incite, qui invite, même, à avoir un regard assez humble par rapport à ces difficultés et à avoir une vision plus large.

Là où je veux en venir, et cela transparaît dans votre exposé, mais moins dans le rapport, c'est que nous devons impérativement avoir une approche territoriale. C'est le cas de la stratégie que nous avons bâtie à l'échelle de Seine – Normandie. Nous devons également avoir une approche multi-acteurs. Vous faites de l'alimentation l'enjeu numéro 1, d'autres pourraient faire de l'eau potable l'enjeu numéro 1, d'autres encore pourraient faire du développement industriel l'enjeu numéro 1. Chacun voit midi à sa porte. Nous avons vu que la logique du projet de territoire permettait de remettre tout le monde autour de la table et de ne pas faire de l'agriculteur ou de l'agriculture le principal bénéficiaire ou le principal responsable, ou le coupable, ou la principale victime. Nous relativisons davantage.

Je vais m'exprimer un peu au nom du CGEDD, puisque je parlais à titre personnel auparavant : notre ministre a fait une offre de service au ministre de l'Agriculture pour promouvoir ce travail entre les deux inspections, travail habituel. Quand j'ai commencé ma mission, j'ai lu une quantité de rapports sur les questions quantitatives qui étaient cosignés des deux ministres. Il n'y a donc pas de raison de ne pas continuer comme on l'avait fait. L'autre proposition est d'aller au-delà de cette solution, je caricature un peu, mais de cette seule solution proposée par le CGAAER. J'ai été surpris, en tant que cadre et technicien, si l'on peut dire, du monde de l'eau, de voir un rapport produit par l'agriculture qui parle de tout, sauf d'agriculture. Vous dites, en introduction du rapport, que les sols sont un enjeu majeur. Combien de paragraphes sont consacrés aux sols ? Je ne vais pas multiplier les exemples, mais ce travail partenarial est indispensable, y compris entre nos deux ministères. La mission qu'ils ont créée, à laquelle j'ai l'honneur de participer, est justement l'affichage officiel d'une volonté d'ouverture, de partenariat et également, d'ouverture à ceux dont on dit parfois qu'ils s'opposent : défenseurs de l'environnement et de l'agriculture.

Pour conclure, par rapport au titre de votre exposé, est-ce que l'irrigation comme seule solution d'adaptation est une solution qui permettra d'anticiper et d'apporter des solutions ou est-ce que cela n'est pas, je caricature un peu, un moyen de maintenir, toutes choses égales par ailleurs, une agriculture là où elle est, dans le système dans lequel elle est ? Est-ce que ce n'est pas un facteur d'immobilisme, alors que l'on devrait, aujourd'hui, être dans une logique de développement de solutions nouvelles ?

### **Bruno Tisserand**

*Président d'EurEau*

Je voudrais revenir sur deux aspects de votre présentation. Sur l'une de vos diapositives, vous avez mentionné le recyclage des eaux usées traitées et les besoins de R & D. Je voudrais juste dire que nous faisons tous beaucoup d'efforts en R & D, mais qu'il faut qu'il y ait une orientation claire. Il faut qu'il y ait des objectifs. On peut chercher pendant des années, si l'on n'a pas la bonne gouvernance, cela ne sert à rien. Et l'on a beaucoup de mal, aujourd'hui, à savoir où il faut aller. Un exemple caricatural que nous avons aujourd'hui, c'est au niveau de la réglementation européenne, qui est en chantier depuis

quatre ou cinq ans, maintenant, sur le recyclage des eaux usées traitées. Après de multiples débats, le seul objectif de cette réglementation européenne sera le recyclage des eaux en agriculture. Elle ne concernera plus la recharge de nappes, qui est l'un des enjeux que vous avez cités. L'un des acteurs qui manquent dans le débat, que vous avez très bien illustré aujourd'hui, peut-être, je suis désolé d'apporter un peu de complexité, c'est la santé. Le ministère de la Santé et la direction générale de la Santé, au niveau européen, sont des acteurs absolument majeurs sur cet aspect du recyclage et dans ce domaine, ils sont plutôt des freins que des moteurs.

### **Annie Larribet**

*Responsable sectorielle de la filière de l'eau à la Direction générale des entreprises, membre du groupe GTO au sein du Conseil national de l'industrie*

Je me permets de prendre la parole parce que j'appuie tout à fait les propos tenus précédemment. J'ai un peu les mains dans le cambouis donc je suis désolée, je n'ai pas lu votre rapport, mais j'ai trouvé votre intervention très intéressante parce que pour ma part, j'ai une vision un peu orientée sur l'industrie et que je manque peut-être d'une vision plus élargie. Ceci étant dit, je voulais tout de même préciser que le ministère en charge de l'Agriculture a un peu de difficultés à changer. Dans le cas notamment du sujet de la *reuse*, j'ai porté, dans le cadre de « France expérimentation », un projet sur l'utilisation des eaux usées traitées pour la valorisation des sols, donc la valorisation de la charge des eaux usées pour enrichir les sols. Malheureusement, le ministère en charge de l'Agriculture a été extrêmement frileux par rapport à ce projet. Parler de R & D, je l'entends et forcément, nous, nous poussons des projets et nous lançons des appels à projets. Mais derrière, ce que l'on constate, c'est qu'il n'y a pas de terrains d'expérimentation. Il a fallu deux ans pour avoir une expérimentation sur le sujet. Par ailleurs, au niveau européen, puisque vous parlez de la recharge des nappes, il a fallu que nous, industrie, nous nous battions, alors que nous ne sommes dans aucun groupe transverse, pour limiter l'enthousiasme du ministère en charge de la Santé, de l'environnement et de l'Agriculture – ce n'est pas de la délation, c'est le terrain... –, qui voulait interdire la recharge des nappes sur le projet en cours dans le cadre de la *reuse*. Il y a de grandes idées, il y a de grands concepts, il y a des problèmes de territoires, mais in fine, ce sont les gens qui ont les mains dans le terrain qui décident un peu des stratégies. Le signal que je voudrais vous donner est le suivant : ne négligez pas les bases et mettez un peu des techniciens dans les discussions de sommet.

### **Guillaume Benoit**

Notre rapport est un rapport sur l'irrigation. Il nous a été demandé tel quel dans la lettre de commande. Nous nous sommes donc intéressés à l'irrigation. Un comité de pilotage a choisi ces six territoires. Dans ce comité de pilotage, il y avait notamment un collègue de l'environnement. Dans ces six territoires, nous avons vu tout ce que je vous ai dit : l'importance stratégique de l'irrigation pour le développement durable. Elle est plus ou moins forte selon les territoires. Elle devient cruciale dans le Midi, mais elle devient aussi stratégique dans d'autres territoires. À la fin du rapport, c'est une des questions en débat. Nous posons le sujet plus globalement, sur la France, et nous disons qu'il y a toute une région de la France intermédiaire où ce ne sera pas évident, où la solution relèvera plus du pluvial, du type de l'agriculture de conservation. J'ai oublié tout à l'heure une diapositive sur l'agriculture de conservation. C'est un point important, parce que l'agriculture de conservation, ce sont des racines plus profondes, cela peut faire plus de résilience à la sécheresse, ce que l'on appelle le croissant des rendzines, qui va du Berry aux Deux-Sèvres. Il est possible que l'on aille vers ce type de



solutions dans ce type de territoires. Mais il faut tout de même savoir que ce seront beaucoup moins d'emplois. Si nous voulons une agriculture qui soit intensive en emplois, l'accès à l'eau d'irrigation est évidemment extrêmement important. C'est également une question de qualité. Je l'ai dit pour la Beauce avec le blé.

Je pense qu'il faut prendre le rapport tel qu'il est. Il ne traite pas de tout le sujet de l'eau. Ce n'est pas un rapport sur l'eau en général. C'est un rapport sur les problèmes d'eau, d'irrigation et de climat et l'on voit, sur les six territoires qui ont été choisis par le comité de pilotage, l'importance stratégique de l'irrigation. Mais il parle tout de même beaucoup des sols. Il commence par les sols et il explique bien que pour que les sols remplissent toutes leurs fonctions, leurs multiples fonctions, notamment pour la vie biologique et donc aussi, la capacité à stocker du carbone et à dynamiser la photosynthèse, il faut de l'eau. Cela, c'est évident. Je pense que l'on ne peut pas dire au ministère de l'Agriculture qu'il est bizarre que le ministère de l'Agriculture mette l'alimentation en avant. L'alimentation, c'est tout de même crucial. Ce qui m'a beaucoup frappé, c'est de voir, dans le rapport de prospective Explore 2070 du ministère de l'Écologie, la hiérarchie des usages, qui n'est pas celle de la loi. Selon la loi, il n'y a que l'eau potable et après, il y a les milieux. Mais selon les juristes, il n'y a que l'eau potable qui soit une vraie priorité. Ensuite, on parle beaucoup des milieux et l'on termine par l'économie. Mais dans le rapport Explore 2070, on oublie l'enjeu alimentaire. Il est important que le ministère de l'Agriculture rappelle qu'autour de l'eau, il y a un enjeu alimentaire. C'est tout de même crucial, c'est tout de même un droit public, un droit universel, qui est arrivé dès 1946.

S'agissant de la question de la *reuse*, je pense qu'en France, nous sommes très timides, très timorés. Israël, je crois, réutilise 85 % des eaux usées et nous, Français, nous consommons les fruits israéliens que nous importons en France et qui sont tous faits avec de la *reuse*. Et nous empêchons nos agriculteurs d'en faire... Les Israéliens y sont bien obligés : ils n'ont pas d'eau. Ils gèrent admirablement leurs ressources. Quand on compare avec la Californie, c'est mieux... C'est parce qu'ils font de la *reuse* et du dessalement. Ils gèrent intelligemment le système. Mais ils font 85 %. J'ai vu à Gruissan une cave coopérative viticole qui avait refusé de se connecter à AquaDomitia, il y a dix ans, quand la question lui avait été posée. Aujourd'hui, elle s'en mord les doigts jusqu'au sang. Elle dit : je suis morte. Sa seule priorité, c'est la *reuse* et depuis trois ans, l'Inra et les agriculteurs travaillent ensemble. L'Inra, c'est la station de Pech Rouge, et ils ont beaucoup de difficultés à convaincre les collègues de la santé. Ils ont produit du vin excellent, mais ils n'ont pas eu le droit de le vendre. Maintenant, c'est en train d'évoluer. Mais c'est un vrai combat. Il y a une prise de conscience. Si l'on utilisait la moitié de la *reuse* en France, on pourrait peut-être doubler la surface irriguée. Le calcul a été fait.

### **Bruno Tisserand**

Je croyais que c'était le ministère de la Santé qui était le plus rétif sur la réutilisation des eaux usées.

### **Guillaume Benoit**

D'après notre collègue, c'est tout le monde... On a souvent tendance à vouloir compliquer la vie des Français et à être frileux, mais il y a tout de même quelques exemples de réussite, en France. Je crois qu'il y en a un dans la Limagne, dans le Massif Central, qui est intéressant. C'est toujours le même que l'on cite. Mais il y a un problème de réglementation.

## **Bernard Rousseau**

*Président d'honneur de France nature environnement, administrateur de l'Agence de l'eau Loire – Bretagne*

Les sujets que vous avez évoqués tout à l'heure, nous les examinons en conseil d'administration au sein de l'Agence de l'eau et nous en disons ce que nous devons en dire.

Je voulais réagir par rapport à votre présentation. J'ai bien compris que c'était le ministère de l'Agriculture, que c'était l'alimentation, que c'était la gestion quantitative, mais je trouve qu'il y a un non-dit. Il peut y avoir d'autres non-dits extrêmement importants, parce que si l'on se propulse en 2070, il n'y a pas que les problèmes d'alimentation : il y a aussi énormément d'autres problèmes, d'une autre nature, bien entendu, même si l'alimentation est une chose importante. Ce que je veux dire, c'est que dans la situation actuelle, dans votre exposé, qui est effectivement intéressant, remarquable, vous faites quasiment une impasse sur les aspects de qualité. J'ai même vu, par exemple, sur les problèmes de continuité, que l'on peut améliorer la continuité ou que cela peut améliorer la qualité de l'eau. Allez voir tout de même toutes les retenues d'eau, sur les cours d'eau et ailleurs, qui sont complètement eutrophes et qui posent quantité de problèmes. Dans votre exposé, ce retour vers les problèmes de qualité me semble absolument important. On se trouve obligatoirement frustré, parce que vous parlez de la nappe de Beauce et de surfaces irriguées importantes, mais le stock de la nappe de Beauce représente entre 9 et 10 milliards de mètres cubes stockés, et la possibilité d'utilisation de l'eau, en niveau haut, ce sont 420 millions de mètres cubes. C'est tout de même énorme. Mais ce qui est énorme aussi, ce sont les concentrations en nitrates dans la nappe de Beauce, qui viennent complètement « flinguer » la Loire, par exemple, dans les apports et les alimentations. Ce n'est tout de même pas un sujet qui est mineur. Et je ne vous parle pas des produits phytosanitaires et autres...

Ce qui manque à cet exposé, c'est cette liaison, et la question a été présentée tout à l'heure : au fond, quel type d'agriculture va-t-on faire, pourra-t-on faire ? À mon sens, une agriculture ou une irrigation qui essaierait de prolonger le système actuel, je pense que ce ne serait pas relever le défi du changement climatique, indépendamment des manques de commande ou des manques d'Explore 2070.

## **Grégory Galbadon**

*Député de la Manche, membre du comité de bassin Seine – Normandie*

Je voudrais poser une question relative aux bocages et aux haies bocagères. Vous l'avez évoqué, dans le bassin de la Boutonne, notamment, en Charente-Maritime, on est en train de recréer des linaires de haies. Chez moi, dans la Manche, qui est un département qui vit avec l'eau et le vent depuis des millénaires, il y a une forêt linéaire que l'on appelle le bocage et qui est très importante. Actuellement, ce que l'on observe, c'est qu'il y a de plus en plus de destructions de ce bocage au profit d'une agriculture qui va de plus en plus vers la production de maïs et de moins en moins d'herbe. Quelle est l'importance de ce maillage territorial et faut-il maintenir ce bocage dans les décennies à venir ou faut-il continuer à le détruire ?

## **André Bernard**

*Agriculteur dans le Vaucluse, président de la chambre d'agriculture du Vaucluse, membre du comité de bassin, membre de l'APCA*

Bravo et merci d'organiser de tels débats et merci à M. Guillaume pour ce rapport, qui est excellent. Je fais partie, avec M. Hubert, de cette fameuse cellule pour essayer de dénouer ces problèmes que nous rencontrons un peu partout dans nos territoires. Effectivement, le problème est grave. Il est grand temps que l'agriculture retrouve sa capacité à assumer sa première fonction, qui est de nourrir, en intégrant toutes les problématiques dans lesquelles nous sommes, avec le phénomène du changement climatique, l'évolution de la population dans le monde et tous ces sujets-là.

Je suis un irrigant, puisque j'ai 60 ans aujourd'hui et qu'à l'âge de 8 ans, j'arrosais à la pelle en gravitaire. Aujourd'hui, sur l'exploitation, nous en sommes au tout en goutte-à-goutte, avec une partie en pilotage automatique. Je peux vous dire que le progrès que nous avons fait au cours de ces cinquante dernières années est colossal et que ce qui est devant nous pour permettre de répondre à l'attente sociétale d'une production de qualité – je suis aussi président des interprofessions de fruits et légumes transformés et donc attentif aux attentes sur la qualité des produits que nous devons mettre sur le marché –, toutes ces évolutions sont phénoménales. Toutes ces évolutions sont le résultat de la recherche qui a été faite depuis des années et de sa mise en application. Des investissements très importants doivent être faits par la filière pour pouvoir atteindre nos objectifs de production, mais vous ne faites pas tous ces investissements-là si vous n'avez pas une sécurité de l'accès à l'eau, parce que c'est caduc. Quand on voit ce que représentent, et vous l'avez mis dans votre rapport – je représente la profession agricole au Conseil national de la gestion des risques –, les indemnités versées depuis les années 2000, les deux tiers sont liés à la sécheresse, c'est-à-dire, en gros 100 M€ par an, soit 1,7 Md€. Si en France, nous avions eu la même politique que les Espagnols depuis les années 1985, quand ils ont rejoint l'Europe, et si nous avions considéré ce 1,7 Md€ comme 10 % de l'autofinancement que l'on pouvait faire, nous aurions investi 17 Md€. Avec 17 Md€, nous aurions aujourd'hui une capacité de répondre à l'agriculture et aussi, de répondre au mieux parce qu'effectivement, avec un cours d'eau, quand il y a du stockage, on peut faire du bénéfice environnemental parce qu'il y a un soutien à l'étiage, on peut développer de l'activité touristique. Quand on va chez moi, dans les Hautes-Alpes, autour du lac de Serre-Ponçon, tout l'été, ou du lac de Sainte-Croix, il y a une activité touristique très importante. Certes, cela a été un choc violent et un impact fort pour ce territoire-là à une époque, mais aujourd'hui, c'est toute l'économie de la région qui vit grâce à cela. La sécurisation des apports en eau sur le littoral méditerranéen est liée à Serre-Ponçon et Sainte-Croix. Sans cela, aujourd'hui, il n'y aurait plus personne ou en tout cas, il y aurait énormément de problèmes. Sur le territoire de la Durance, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il y a eu des morts pour le partage de l'eau entre agriculteurs, parce qu'il y a des canaux qui arrosent une partie du territoire. Une loi a été instaurée, la loi de 1907, qui a mis en place la CED, qui est le premier organisme de gestion concertée, puisqu'entre les agricultures, la ville de Marseille, EDF et l'administration, il y a régulièrement des réunions pour voir comment l'on se partage l'eau. Cela permet de passer à travers les sécheresses. Tout à l'heure, sur votre diapositive relative aux arrêtés de sécheresse, on voyait bien que tous les départements du Sud n'étaient jamais en arrêté de sécheresse, et ceci, parce qu'il y a une ressource sécurisée. La personne de l'Irstea est partie, mais elle disait l'autre jour que lorsque l'on parlait d'irrigation et de changement climatique, il fallait regarder ce qui a été fait au sud pour le transposer chez nous. Inspirons-nous de ce qui a été fait au Maroc et en

Espagne, ce qui a été fait par les Romains, à une époque, et par les Arabes, quand ils ont colonisé le sud de la France. Nos réseaux d'irrigation viennent de cette époque-là. Pour bien montrer les choses, je prends souvent l'exemple du Pont du Gard, que tout le monde va voir, qui est inscrit aux Monuments historiques de l'Unesco. C'est un ouvrage de transport d'eau. Quand les papes sont arrivés à Avignon, au XII<sup>e</sup> siècle, ils ont construit des canaux. Ce sont les papes qui ont fait les canaux. C'est Adam de Craonne qui a fait la Crau. On parle de recharge de nappes. 500 000 personnes dépendent de l'eau qui arrive dans la Crau pour arroser les prairies. Cela permet aux agriculteurs d'avoir un système économique rentable et à 500 000 personnes d'avoir de l'eau. Plus proche de nous, Napoléon a fait les grands ouvrages et encore un peu plus proche de nous, nos grands-pères ont fait Serre-Ponçon et le Verdon, nos pères ont fait l'aménagement du canal de Provence et de certains réseaux. Depuis quarante ans, dans mon département, nous perdons 400 ha de surface irriguée par an. Je pense donc qu'il y a une question à se poser, quand la population ne cesse d'augmenter.

Quant au problème de *reuse*, c'est effectivement un sujet très important. Mais quand je vois qu'aujourd'hui, la distribution veut nous imposer que pour certaines cultures, l'eau d'irrigation ait la qualité de potabilité, je pense qu'il doit y avoir un débat de société. Il faut que les consommateurs expriment qu'ils sont capables de consommer des légumes bio issus de l'agriculture irriguée avec la *reuse*. Avec cela, nous aurons réglé le problème. Tant que nous aurons une prévention, une réserve de la part des consommateurs sur la qualité des produits, nous n'y arriverons pas. Je peux vous dire, en tant que représentant de l'agroalimentaire des fruits et légumes transformés, que c'est un sujet très vaste. C'est à regarder, à développer, mais cela ne nous exonérera pas de mettre en place de véritables ouvrages, parce que le volume qui est produit par les stations d'épuration n'est pas forcément là où l'on en a besoin pour l'agriculture : il faut le transporter et le stocker, alors que nous avons de la neige sur les hauteurs qu'il faut pouvoir stocker et transférer.

### **Olivier Dauge**

*Responsable du dossier « énergie et climat » à la FNSEA, président de la chambre d'agriculture de l'Aisne, vice-président du comité de bassin Seine – Normandie*

Je ressens, dans tous ces débats qui ressortent, cette petite querelle et même plus que querelle franco-française sur l'irrigation. Je voudrais dire une chose : je pense qu'il faut véritablement, à partir de ce sujet-là, sortir de cette réflexion en silo que nous avons en France : c'est bien/ce n'est pas bien, et j'ajouterai, par rapport à mon collègue, la qualité des produits, le prix. Je pense qu'il faut aussi intégrer le prix. Les états généraux de l'alimentation [EGA] sont importants, mais tout a un prix. Et surtout, il faut sortir de cette vision franco-française. Pour cela, le véritable enjeu, aujourd'hui, c'est le climat. C'est vraiment le cœur du sujet. Je suis aussi dans les COP, depuis la 3<sup>e</sup> COP, et c'est véritablement le cœur du sujet. Je voudrais dire, à cet égard, que l'agriculture française n'émet pas plus. Simplement, en France, nous avons deux choses qui font que l'agriculture émet 20% : nous avons le nucléaire – je n'entre pas dans le débat – et nous avons une désindustrialisation de la France qui est très forte. Ceci fait que tout se reporte sur l'agriculture. Mais si nous avons la même industrie qu'en Allemagne ou le même type d'énergie que dans d'autres pays, nous serions aussi dans la moyenne internationale. Mais nous sommes toujours dans ce débat : c'est l'agriculture. J'y reviendrai sur un autre sujet tout à l'heure. Par contre, victimes, donc solutions par rapport au climat, cela a été dit : sécheresse, inondations. Je peux vous dire que quand l'agriculture entend ce que l'on entend dans les médias en ce moment, à savoir que Paris est inondée à cause des agriculteurs, parce que c'est

tout de même ce que nous entendons, ne venez pas dans la campagne, aujourd'hui : je pense que ceux qui disent cela ne rentreront pas à Paris. Il faut être clair : tous les agriculteurs qui ont leurs cultures, prairies sous l'eau aujourd'hui ont perdu une année de récolte. Ce n'est pas assuré, parce que les assureurs sont bien contents de dire que les zones d'extension des crues étant inondables ne sont pas assurables. Victimes, causes, je l'ai dit. Solutions, et c'est là où l'irrigation est très importante : il va falloir produire plus pour l'alimentation, c'est une évidence, et il va aussi falloir produire plus pour la sortie de l'énergie fossile. Et il faut arrêter d'opposer les deux, parce que l'on ne sortira de l'énergie fossile que par la photosynthèse, que par la biomasse, donc que par l'agriculture, la forêt et les sols. C'est pourquoi il faut sortir du débat et c'est pourquoi l'irrigation est importante. Le tout-irrigation, comme dans certains pays du Maghreb ou même comme Israël, pose question. La France est l'un des pays qui irriguent le moins dans le monde, aujourd'hui. C'est l'un des pays qui ont l'agriculture la plus diversifiée aujourd'hui dans le monde. Que l'on arrête de dire que l'agriculture française est industrielle, etc. ! Regardez l'externalité négative des importations : on produit de moins en moins en France, nous sommes passés de la 2<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> place des exportateurs, mais surtout, nous importons plus, beaucoup plus, et nous dépendons à 40 % de pays qui irriguent beaucoup, qui défrichent, etc. Quand la ministre de l'Écologie dit qu'il faut avoir une vision globale, elle n'a pas tort, dans un certain sens : il faut avoir une vision globale de l'intérêt d'irriguer pour éviter les externalités négatives que nous pouvons avoir.

Je terminerai en disant que j'ai bien aimé le slogan de la COP 23 : « produire plus avec moins ». Le véritable enjeu est là : moins d'eau, des problèmes de sol, d'érosion... Il faut trouver les solutions agro-écologiques. La chance que nous avons tout de même, c'est que nous avons le soleil, et la photosynthèse, la biomasse, c'est la première des énergies naturelles gratuites et, à moins que nous ayons tout le temps des nuages, illimitées. Pour cela, il faut aussi un peu d'eau.

Encore une fois, il ne faut pas de vision en silo. Quand, aux EGA, j'entends qu'il faut produire, et ainsi de suite, quand, dans la stratégie « bas carbone », j'entends qu'il faut -40 % à -50 % pour l'agriculture, donc aller vers la décroissance, quand j'entends, dans le cadre du plan d'adaptation au climat, que la solution, c'est une agriculture présente, mais sans eau, quand j'entends les ministères discuter ensemble, je me pose quand même des questions profondes. Le vrai débat de fond, c'est le climat, ce que l'on attend de l'agriculture et surtout, quelles solutions peut apporter l'agriculture et quelles atténuations elle peut apporter.

### **Guillaume Benoit**

Je remercie beaucoup le dernier intervenant parce que je pense qu'il met le doigt sur des questions clés. Je n'en ai pas assez parlé, mais c'est l'enjeu de la bio-économie. Il est très important de comprendre que nous allons devoir nous orienter vers une énergie, une économie post-pétrole, post-carbone, et que si nous savons mieux gérer le soleil, la photosynthèse, nous avons une grande partie de la solution. C'est pourquoi le secteur des terres représente 40 % du potentiel d'atténuation, d'après le GIEC. C'est grâce à cette réorganisation du carbone, pas seulement au stockage dans les sols, mais également, à nos capacités à produire des produits bio-sourcés, qui vont se substituer à des produits traditionnels très émissifs de gaz à effet de serre. Si l'on fait des sacs en plastique bio-sourcés, et aujourd'hui, grâce à l'ancienne ministre de l'Environnement, c'est le cas, cela représente de l'emploi en France, cela évite de tuer les tortues parce que c'est biodégradable et cela évite

d'émettre des gaz à effet de serre, etc. Il y a là un très grand enjeu. Il y a aujourd'hui 100 000 emplois dans la bio-économie, qui n'est pas la bio-économie non alimentaire, et hors des filières classiques de la forêt. C'est un très grand enjeu.

Sur les questions de transition agro-écologique des haies, ce qui ressort très bien, dans notre rapport, c'est qu'il n'y a pas de transition agro-écologique réussie sans irrigation. C'est un levier. Un colloque remarquable, dont je peux vous envoyer le compte rendu, s'est déroulé sur le thème « irrigation et agroécologie ». On voit aujourd'hui que l'irrigation devient un vecteur de l'agroécologie. Dans beaucoup de territoires, c'est la condition. Je vous ai montré une photo, dans les Costières du Gard. Aujourd'hui, l'eau est pensée dans cette vision-là. Le pilotage de l'irrigation devient agro-écologique, parce que c'est l'ensemble de l'écosystème qui est pensé de façon à produire plus de biens et de services. Les haies que vous avez vues sur la photo deviennent des haies bio-diverses, très riches en oiseaux, etc. Nous avons des agricultures qui sont vraiment de grands producteurs de nature, au meilleur sens du terme. C'était un colloque tout à fait remarquable. On voit que l'agriculture, ces agriculteurs et la recherche convergent tous vers cette vision de l'irrigation comme moyen, comme levier de l'agroécologie.

Pour ce qui concerne les terres qui sont en Normandie, il est évidemment très dommage qu'il y ait un recul de l'herbe et des haies, mais à mon avis, c'est un défaut de paiement pour services environnementaux, puisque les haies et l'herbe rendent beaucoup de services environnementaux. Le problème est que ces services ne sont pas rémunérés par le marché. Il y a donc un enjeu à faire évoluer la politique agricole commune. Il n'y a pas que la politique de l'eau qui doit évoluer, il y a aussi la politique agricole. En France, c'est dans la loi : c'est le projet agro-écologique. Mais il faut aussi qu'au niveau européen, il y ait cette prise de conscience que l'on a besoin de faire évoluer les mesures des politiques pour mieux rémunérer les services fondamentaux, territoriaux et environnementaux, qui ne sont pas rémunérés par le marché.

S'agissant des problèmes de qualité d'eau, vous avez raison, Monsieur. C'est un grand sujet. Notre rapport portait sur la gestion quantitative, mais évidemment, la question qualitative se pose aussi. Je signale qu'il y a tout de même eu beaucoup de rapports, dont un qui a été fait par les trois inspections de la santé, de l'environnement et de l'agriculture, sur la qualité des eaux de captage et les pollutions diffuses. Jean-Jacques Bénézit, qui est l'un des co-auteurs, est dans la salle, là-haut. Je pense que ce rapport a dit des choses essentielles. Malheureusement, elles n'ont pas encore été bien mises en application. Mais il faut progresser. Il est certain que si l'on n'agit pas, si l'on ne fait pas plus de stockage, on aura plus de problèmes de qualité d'eau, parce que l'étiage va devenir beaucoup plus sévère et que la concentration des polluants va donc augmenter en proportion. Si les débits d'étiage diminuent de moitié, la concentration en polluants va doubler. Il doit y avoir un système gagnant/gagnant : il faut que l'agriculture progresse, et je pense qu'elle progresse beaucoup, il faut qu'elle progresse davantage, mais s'il n'y a pas un progrès dans la gestion quantitative, en parallèle, on empêchera les progrès de l'agriculture et l'on aura des problèmes qualitatifs plus importants. J'en suis persuadé. Nous sommes vraiment dans la nécessité d'une sortie des silos et d'un deal global entre ces questions d'eau, d'environnement, d'agriculture et d'alimentations.

## Conclusion

### **Sophie Auconie**

Nous en revenons à ce nexus dont nous parlions en propos liminaire. C'est effectivement une nécessité, aujourd'hui, que de faire en sorte que l'eau, l'agriculture, l'énergie, bref, l'ensemble de ceux qui ont un usage et qui ont un impact sur l'eau sur nos territoires se parlent et puissent voir comment progresser sur ces différentes thématiques. Je le répète, je suis, pour ma part, très intéressée par l'idée de ces assises de l'eau, qui vont nous permettre, sur les fondations de ce dérèglement climatique et de cette adaptation au climat, de regarder l'ensemble de ces sujets, à la fois la qualité, l'usage pour l'agriculture et le progrès de l'agriculture, mais aussi l'usage pour l'énergie et l'usage pour l'industrie, tant en quantité qu'en qualité, je le redis, et de voir comment nous pouvons être plus efficaces sur tous ces sujets pour éviter l'importation de cette eau virtuelle, qui est aujourd'hui en augmentation, quand notre production agricole, elle, est en régression. C'est un vrai sujet, et l'occasion pour nous d'en débattre sur un spectre très large lors de ces assises de l'eau, que j'appelle vraiment de mes vœux. Nous n'en connaissons pas encore exactement le format, mais il y aura visiblement un premier lieu d'échange sur la thématique de l'eau dans tous ses usages et un deuxième échange, peut-être, à la rentrée, sur le dérèglement climatique et l'impact sur la ressource en eau et les stress hydriques que nous rencontrons aujourd'hui. Ce sont donc des sujets qui nous intéressent tous et qui nous permettent, avec ce type de débat, de nous dire qu'il y a encore beaucoup de choses à faire pour parler ensemble et pour faire des progrès dans ce domaine. Nous n'avons pas beaucoup parlé de sujet « recherche & développement », qui est aussi, dans le domaine de l'agriculture, notamment, un sujet majeur. Dans l'usage des intrants, la recherche et le développement sont aussi des sujets qui à mon avis, sont essentiels. Nous mesurons, dans les débats que nous avons actuellement à l'Assemblée nationale et au Sénat, combien la recherche n'est pas suffisamment mise en avant. Et l'on ne met pas non plus suffisamment de moyens sur cette thématique pour avancer. Le prochain petit-déjeuner débat du CFE aura lieu au printemps. À bientôt et merci à tous.